



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général aux
affaires départementales**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ N°52-2026-03-00120 DU 24 MARS 2026
portant surveillance des eaux souterraines dans le cadre de l'exploitation
d'un site de production d'emballages souples imprimés
par la société CONSTANTIA JEANNE D'ARC
sur le territoire de la commune de VECQUEVILLE

La Préfète de la Haute-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU la directive n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

VU la décision d'exécution (UE) 2020/2009 de la commission du 22 juin 2020 établissant les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles, pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques ;

VU le code de l'environnement, Livre V – partie réglementaire et partie législative – Titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Régine PAM, préfète de la Haute-Marne ;

VU le décret du 25 octobre 2023 nommant M. Guillaume THIRARD, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 02 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, créations de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral n° 52-2025-07-00060 du 12 juillet 2025 portant délégation de signature à M. Guillaume THIRARD, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 646 du 19 janvier 2011 modifié portant prescriptions pour l'exploitation d'un site de production d'emballages souples imprimés par la société CONSTANTIA JEANNE D'ARC sur le territoire des communes de VECQUEVILLE et JOINVILLE ;

VU l'arrêté préfectoral n°52-2024-01-00058 du 15 janvier 2024 portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation d'un site de production d'emballages souples imprimés par la société CONSTANTIA JEANNE D'ARC sur le territoire de la commune de VECQUEVILLE ;

VU l'étude de vulnérabilité des milieux en date du 19 avril 2024 ;

VU le rapport d'installation de trois piézomètres et de suivi de la qualité des eaux souterraines de la société CONSTANTIA JEANNE D'ARC en date du 30 septembre 2024 ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 23 décembre 2025 établis comme suite à la visite le 17 novembre 2025 du site de VECQUEVILLE exploité par la société CONSTANTIA JEANNE D'ARC ;

VU les observations présentées le 28 janvier 2026 par cette société sur le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires ;

CONSIDÉRANT que les conclusions de la première campagne de surveillance de la qualité des eaux souterraines mettent en évidence le risque que le piézomètre PZ2 capte potentiellement à la fois la nappe alluviale et la nappe calcaire sous-jacente ;

CONSIDÉRANT que, en application de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 susvisé, un « *même ouvrage ne peut en aucun cas permettre le prélèvement simultané dans plusieurs aquifères distincts superposés* » ;

CONSIDÉRANT que la justification de la profondeur des ouvrages de surveillance de la qualité des eaux souterraines est nécessaire au regard du contexte hydrogéologique local ;

CONSIDÉRANT que les résultats de la première campagne de surveillance de la qualité des eaux souterraines ont mis en évidence :

- des dépassements des valeurs de comparaison retenues en arsenic, chrome, plomb et nickel,
- que les hydrocarbures ne sont pas ou peu quantifiés au droit des trois piézomètres,
- que les hydrocarbures aromatiques polycycliques ne sont pas ou peu quantifiés au droit des trois piézomètres,
- un impact modéré en chlorure de vinyle et la présence d'autres COHV dans des concentrations plus modestes ;

CONSIDÉRANT que le site de la société CONSTANTIA JEANNE D'ARC est situé à proximité immédiate des périmètres de protection éloignée et rapprochée des captages d'alimentation en eau potable de la commune de VECQUEVILLE situés en aval hydraulique du site ;

CONSIDÉRANT que la directive européenne susvisée prévoit, notamment par son article 14 alinéa 1 e) : « *des exigences appropriées concernant l'entretien et la surveillance à intervalles réguliers des mesures prises afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines en application du point b) et des exigences appropriées concernant la surveillance périodique du sol et des eaux souterraines portant sur les substances dangereuses pertinentes susceptibles de se trouver sur le site et eu égard à la possibilité de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'installation* » ;

CONSIDÉRANT que les activités exercées sont susceptibles à porter atteinte aux intérêts à protéger mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement susvisé et qu'il convient, en conséquence, de prévoir des mesures adaptées destinées à les prévenir ou empêcher leurs effets ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne,

ARRÊTE :

Article 1 : Titulaire de l'autorisation

La société CONSTANTIA JEANNE D'ARC dont le siège social est situé rue du Général de Gaulle à VECQUEVILLE (52300), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté à poursuivre l'exploitation d'installations de production d'emballages souples imprimés destinés à l'industrie agro-alimentaire sur le territoire de la commune de VECQUEVILLE.

Article 2 : Caractéristiques des ouvrages de surveillance des eaux souterraines

Dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, la société CONSTANTIA JEANNE D'ARC justifie auprès de l'inspection des installations classées que les ouvrages (notamment le piézomètre PZ2), eu égard à leurs caractéristiques et à leur profondeur, ne mettent pas en relation les deux nappes superposées recensées (alluviale et calcaire) au droit du site sur la base d'une étude qui sera réalisée par un hydrogéologue.

Si cette étude conclut qu'un ou plusieurs ouvrages met(tent) en relation les deux nappes superposées susmentionnées, **dans un délai de 6 mois suivant la date de réception de ces conclusions**, la société CONSTANTIA JEANNE D'ARC cesse d'utiliser le(s) ouvrage(s) concerné(s) et crée de nouveaux ouvrages aux caractéristiques adaptées au suivi de la qualité des eaux souterraines. Ces éventuels comblements et créations de piézomètres sont réalisés dans le respect des dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 52-2024-01-00058 du 15 janvier 2024 susvisé.

Article 3 : Suivi de la qualité des eaux souterraines

Dans un délai de 6 mois à compter de la date de réception des conclusions de l'étude mentionnée à l'article 2 du présent arrêté, la société CONSTANTIA JEANNE D'ARC met en place un suivi semestriel, en périodes de hautes eaux et de basses eaux, de la qualité des eaux souterraines au droit de son site grâce à un réseau constitué à minima de 3 piézomètres (1 en amont et 2 en aval) pour les paramètres suivants :

Paramètres	Contenu
Hydrocarbures totaux C10-C40	Découpage par tranches C10-C12, C12-C16, C16-C21 et C21-C40
HAP : Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques	16 composés : naphtalène, acénaphthylène, acénaphtène, fluorène, phénanthrène, anthracène, fluoranthène, pyrène, benzo(a)anthracène, chrysène, benzo(b)fluoranthène, benzo(k)fluoranthène, benzo(a)pyrène, dibenzo(ah)anthracène, benzo(ghi)pérylène, indéno(123cd)pyrène
BTEX : solvants aromatiques	Benzène, toluène, éthylbenzène, m+p-xylène, o-xylène
COHV : Solvants chlorés	16 composés : 1,2-dichloroéthane, 1,1-dichloroéthène, cis-1,2-dichloroéthène, trans 1,2-dichloroéthylène, dichlorométhane, 1,2-dichloropropane, tétrachloroéthylène, tétrachlorométhane, 1,1,1-trichloroéthane, trichloroéthylène, chloroforme, chlorure de vinyle, hexachlorobutadiène, bromoforme, cis-1,3-dichloropropène, trans-1,3-dichloropropène
ETM : Éléments Traces Métalliques	Arsenic, cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb et zinc

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité notamment).

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. La société CONSTANTIA JEANNE D'ARC joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements avec une localisation des piézomètres.

Article 4 : Bilan quadriennal

La société CONSTANTIA JEANNE D'ARC adresse au préfet, tous les quatre ans, un dossier faisant le bilan de la surveillance des eaux souterraines prescrite à l'article 3.

Outre la synthèse des résultats d'analyses, ce dossier comporte une interprétation de ces résultats sur la période quadriennale écoulée ainsi que les propositions de la société CONSTANTIA JEANNE D'ARC pour réexaminer les modalités de cette surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance.

Article 5 : Publicité

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de VECQUEVILLE pour y être consultée par toute personne intéressée.

Elle sera affichée en mairie de VECQUEVILLE pendant une durée minimale d'un mois.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture de la Haute-Marne pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne, le Sous-Préfet de SAINT-DIZIER et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CONSTANTIA JEANNE D'ARC et dont une copie sera transmise au maire de VECQUEVILLE.

Chaumont, le 24 MARS 2026

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire général de la préfecture



Guillaume THIRARD

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le cas échéant, le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr). Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans le même délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.